

Lettre à un ami français

Autor(en): **Bovet, E.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Wissen und Leben**

Band (Jahr): **21 (1918-1919)**

PDF erstellt am: **30.06.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-749184>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

LETTRE À UN AMI FRANÇAIS

Zurich, le 11 juin 1919

Cher ami,

Votre lettre du 21 mai, répondant à mon article sur „La paix provisoire“, commence par ces mots: „Ce n'est pas seulement de la douleur — douleur d'un désaccord irrémédiable — mais de la stupeur que me cause votre dernier article: une intelligence qui s'égaré, une conscience qui perd le sens du juste“. — En lisant ces mots, il m'a semblé relire les nombreuses lettres que des amis allemands m'ont envoyées à partir d'août 1914. Les termes sont pour ainsi dire identiques...

D'où provient donc notre désaccord? Après avoir suivi pendant quatre ans la même voie, lequel de nous s'en est écarté? Nous en sommes-nous écartés tous les deux?

Je ne suis pas de ceux qui se piquent de ne jamais varier dans leurs jugements, de ne jamais se tromper. La catastrophe de 1914 a bouleversé toutes nos habitudes, elle a nécessité une revision de toutes nos notions. Quelque empire que nous ayons acquis (douloureusement) sur nos passions, est-il un seul esprit scientifique qui puisse se vanter d'y voir tout à fait clair, devant ce chaos de faits nouveaux et de documents contradictoires? Laissons à la haine l'omniscience de son aveuglement et confessons que notre information demeure fragmentaire. — Au début de la guerre, j'ai hasardé, ici même, une prophétie: c'est que l'Allemagne serait vaincue; et une promesse: c'est que je plaiderais pour le vaincu contre l'orgueil du vainqueur. La prophétie, qui se basait uniquement sur des faits d'ordre psychologique et politique, s'est réalisée il est vrai, mais *beaucoup* plus lentement que je ne croyais; plus complètement aussi. Quant à la promesse, j'ai cru un temps qu'il ne serait pas même nécessaire de la tenir: c'est quand Wilson développa les grands principes d'une humanité nouvelle, auxquels les Alliés se rallièrent entièrement et dont ils firent même leur sublime drapeau. Mais où sont-ils aujourd'hui, ces principes? L'ivresse de la victoire dépasse toutes mes craintes; raison de plus pour tenir la promesse...

Si je me suis trompé souvent, depuis cinq ans, dans l'appréciation de certains facteurs, je n'ai pourtant aucune raison de re-

noncer au principe essentiel, et je juge la paix comme j'ai jugé la guerre: du point de vue politique et psychologique, et dans le seul intérêt de l'humanité. Or votre lettre ne parle absolument que des questions économiques. C'est là le point de départ de notre dissentiment. — Les intérêts économiques, ceux de la France en particulier, sont indéniables; mais ils ne sauraient être le facteur essentiel de la paix durable, telle qu'on l'a promise et telle que l'humanité (les „neutres“ y compris) a le droit de l'exiger, puisqu'elle y est tout entière directement intéressée.

Certes, en 1919 comme en 1914, c'est toujours un labeur ingrat que de lutter contre la Force. Mon excuse, cher ami, elle est dans la chanson qui dit: „C'est la faute à Voltaire, c'est la faute à Rousseau“; c'est aussi la faute au père Hugo, qui a écrit quelque part: „Je hais l'oppression d'une haine profonde“; c'est encore la faute à Vigny et à plusieurs autres Français, qui sont pour moi un peu mieux que „de la littérature“.

A elle seule la question économique est d'ailleurs insoluble par les procédés arithmétiques. Laissons de côté, pour aujourd'hui les pertes qu'aucune indemnité ne saurait compenser: les vies humaines, les affections, les souvenirs, les œuvres de l'esprit, le sol stérilisé; considérons uniquement les valeurs calculables détruites par l'agression allemande; nous arrivons sans doute à un total formidable, que l'Allemagne n'est pas en état de payer. Nous avons alors ce dilemme: ou bien exiger le tout, par blanc-seing — et c'est réduire à l'esclavage, pour cinquante ans et plus, un peuple de quatre-vingt millions, — ou bien se contenter de ce que l'Allemagne d'aujourd'hui *peut* payer sans être ruinée. L'arithmétique conseille évidemment la première solution; mais est-il besoin de prouver que ce serait le *summum jus, summa injuria*? que ce serait une aventure insensée et criminelle? Quand on connaît l'histoire (et vous la connaissez fort bien), le sort des „alliances“, et la psychologie des peuples, on en arrive à formuler l'alternative d'une façon plus plastique: il faut, ou bien exterminer tous les Allemands — ou bien leur permettre de vivre leur vie nationale, en membres d'une humanité régénérée. L'arithmétique ne comprend pas ce raisonnement-là; mais nous savons que l'humanité ne vit pas d'arithmétique. La paix de Versailles semble ne pas connaître ce dilemme; elle n'ose pas exterminer les Allemands; mais n'osant pas d'autre

part le geste généreux qui romprait avec le passé, elle prépare pour un avenir prochain les pires catastrophes.

Je connais nombre de poilus qui ont passé des années sur le front et en captivité, qui ont retrouvé leur maison détruite, la famille dispersée; leur modération m'a toujours rempli d'admiration. Qui donc pousse à la férocité? Ce sont surtout des brasseurs d'affaires, qui n'ont rien perdu et qui veulent tout gagner; ce sont des diplomates stupéfiants, et ce sont enfin des militaires, fondateurs de républiques!

Je ne songerais pas à protester contre cette paix à la Louis XIV, si l'on ne nous avait pas promis une paix tout autre! Les discours officiels, les déclarations solennelles des hommes d'Etat de l'Entente, on en remplirait des volumes, dont la lecture serait aujourd'hui d'une triste ironie ... On a célébré, par exemple, l'indépendance des petits peuples, tous menacés par le pangermanisme. Que fait-on au lendemain de la victoire? Que fait-on en particulier à la Suisse? Le général Maitrot veut annexer l'Ajoie; on dénonce les traités des zones franches; on menace la navigation sur le Rhin; on nous somme de participer éventuellement à un blocus hermétique de l'Allemagne; on se réserve le droit de trancher la question du Vorarlberg, ¹⁾ etc., etc. Oui, je sais que la Suisse a commis ce crime de rester neutre, tandis que le Siam, le Honduras et Cuba entraient héroïquement en guerre; mais alors, il ne fallait pas, quatre ans durant, nous chanter les mérites de notre neutralité.

L'annexion voilée du bassin de la Sarre, la république du Rhin, les frontières stratégiques du Brenner, voilà encore des choses dont je n'arrive pas à comprendre la beauté; décidément, si l'Europe nouvelle est bâtie par les militaires, j'aimerais encore mieux l'ancienne.

Aucun peuple ne semble d'ailleurs vouloir endosser la responsabilité. „C'est la paix de l'Angleterre“, m'écrit-on de Paris. „Il fallait bien contenter les Français“, disent les Anglais. „C'est la faute à Wilson“ grondent les Italiens; et Wilson songe peut-être: „Cette Europe, quel guêpier!“

¹⁾ Personnellement, je suis foncièrement hostile à l'idée de faire du Vorarlberg un canton suisse; mais — la question de quote-part à l'indemnité de guerre étant naturellement réservée — la fusion elle-même ne concerne, en droit, que les deux intéressés. A moins que l'esprit de Metternich ne dure encore ...

Votre lettre du 21 mai me concède pourtant quelque chose : „Vous avez raison sur quelques points : Eisner, peut-être Danzig“. Cette concession me suffit ; elle est essentielle. J'y ajoute ces lignes d'une autre lettre de Paris : „L'Allemagne, avec le personnel qu'elle a gardé, ne nous offre encore aucune garantie . . . Quand il n'y aura plus de Boches, mais des Allemands, alors je serai le premier à pousser les choses jusqu'à la réconciliation.“ Tout est là ; et la réponse est aisée : il ne tenait qu'à l'Entente d'avoir devant elle, en Allemagne, un autre gouvernement ; non plus Scheidemann, Erzberger, Wells, Noske et C^{ie}, mais des hommes de réelle valeur morale et intellectuelle, tels que Eisner, Kautsky, Haase, Fœrster, Nicolai, v. Gerlach, Wilhelm Herzog et dix autres encore. Les indications précises n'ont pas manqué ; je le sais ; on les a dédaignées. Pourquoi ? *Parce qu'alors la paix prenait une direction tout autre et qu'on ne voulait précisément pas de cette autre direction !* Le crime de lèse-humanité a été perpétré le jour où *on* a empêché Clemenceau de rencontrer Eisner ; ce jour-là *on* a saboté la plus belle des victoires pour s'engager dans une voie qui mène à une catastrophe bien pire que la guerre elle-même.

Pendant des années, avant que les légions américaines ne fissent pencher la balance, la force de l'Entente a été dans sa *valeur morale*. La noblesse de son programme lui gagnait toutes les sympathies, tous les dévouements et frappait au cœur l'adversaire lui-même. Depuis quelques mois les dictateurs de Paris gaspillent ce trésor sacré et amassent sur leur tête la plus lourde des responsabilités. Car les peuples les rendront responsables, à juste titre, de cette banqueroute, qui n'est d'ailleurs qu'un retard. La Révolution de 1789 s'est réalisée au XIX^e siècle malgré ceux qui n'avaient rien appris et rien oublié ; il en sera toujours ainsi ; quand des idées nobles et justes ont été formulées, il est insensé de vouloir les effacer ; elles pénètrent dans les consciences, elles illuminent les générations, elles marchent irrésistiblement à leur réalisation. Mais, d'ici là, quelle fin de vie pour les hommes de notre âge ! Pour moi, j'ai fait le sacrifice des années qui me restent à vivre, et n'ai plus qu'un but : maintenir la flamme chez les jeunes. Le jour viendra où nos fils ressusciteront cette Société des Nations que quelques vieillards viennent de coucher au tombeau.

En octobre 1918 elle se levait radieuse sur les champs trempés

de sang, radieuse de tous les regards de ceux qui sont morts pour elle; et le peuple français, le tout premier, lui le plus éprouvé, mais le plus généreux des peuples, aurait accompli pour elle le grand geste libérateur, si Jaurès avait été là!

„Une intelligence qui s'égaré“? Oui, cher ami, je puis me tromper dans l'appréciation de tel ou tel point particulier du traité de paix; mais il est un fait, le fait essentiel, sur lequel je suis sûr d'avoir raison: c'est que, dans ce traité, *il n'y a pas trace d'un esprit vivant et créateur*. Prises une à une, les réparations qui y sont exigées seraient encore acceptables, s'il contenait un seul mot d'espoir, un seul mot d'humanité; mais, féroce dans le détail, il est mesquin dans l'ensemble. Sénile et stérile, il n'est qu'un défi lancé à la conscience de l'humanité.

Que les „ententophiles“ observent à son égard le même silence prudent que les „germanophiles“ observèrent lors de la violation de la Belgique, c'est leur affaire; mais il est certain que l'Entente n'a plus pour elle l'opinion publique, l'adhésion spontanée des cœurs, plus puissante que les baïonnettes et les canons. Vous verrez un jour, trop tard, quels furent vos vrais amis. Pour moi, je demeure, jusqu'au fond de l'âme, un Européen; si vaine que soit ma protestation, et quoi qu'il puisse m'en coûter, si je ne l'avais pas formulée publiquement, je serais déchu dans ma propre estime.

C'est dans ce sens que je suis, malgré vous,

votre fidèlement dévoué

E. Bovet.



Dans l'histoire, on relève souvent le fait suivant: une religion nouvelle s'établit, ou bien un nouveau régime, un nouveau parti se fonde au nom d'un bel idéal qui remue la foule et fait vibrer ses sentiments; c'est une période de pureté pendant laquelle les dirigeants sont sincères et peuvent exécuter de grandes choses; leurs successeurs ne les valent pas généralement, le pouvoir les corrompt, ils commencent à en profiter, puis ils en abusent. Cependant, comme ils continuent à procéder aux mêmes rites et à répéter les mêmes formules, les fidèles n'y voient goutte. Il faut beaucoup de temps pour que le peuple s'aperçoive que les actes ne correspondent plus aux paroles. En temps ordinaire, il est vain de l'avertir. Seules des commotions violentes: des guerres, des cataclysmes peuvent éveiller sa conscience et l'amener à réfléchir. Nous sommes arrivés en France à ce tournant où l'évidence oblige à constater que la démocratie véritable est encore à fonder dans notre pays. (Lysis: *Vers la démocratie nouvelle.*)

